

La Banque Nationale du Canada divulgue ses résultats du quatrième trimestre et de l'exercice 2010 :

- Bénéfice net record de 1 034 M\$ pour l'exercice 2010
- Hausse du dividende trimestriel de 4 cents par action

Le présent communiqué fournit de l'information financière non vérifiée et devrait être lu conjointement avec les informations financières complémentaires et la présentation aux analystes et investisseurs disponibles dans le site Internet de la Banque : [www.bnc.ca](http://www.bnc.ca). On peut obtenir de l'information additionnelle sur la Banque Nationale du Canada, y compris la notice annuelle, dans le site Internet de SEDAR : [www.sedar.com](http://www.sedar.com) et dans celui de la Banque : [www.bnc.ca](http://www.bnc.ca). Les symboles M\$ et G\$ désignent respectivement les millions et les milliards de dollars.

**FAITS SAILLANTS :**

- Bénéfice net de 287 M\$ au quatrième trimestre de 2010, en hausse de 19 % par rapport à un bénéfice net de 241 M\$ au quatrième trimestre de 2009;
- Bénéfice dilué par action de 1,66 \$ au quatrième trimestre de 2010, par rapport à un bénéfice dilué par action de 1,39 \$ au trimestre correspondant de 2009, en progression de 19 %;
- Bénéfice net record de 1 034 M\$ pour l'exercice 2010, par rapport à un bénéfice net de 854 M\$ pour l'exercice précédent, en croissance de 21 %;
- Bénéfice dilué par action de 5,94 \$ pour l'exercice 2010, par rapport à un bénéfice dilué par action de 4,94 \$ pour l'exercice précédent, en hausse de 20 %;
- Ratio des fonds propres de catégorie 1 de 14,0 % au 31 octobre 2010 comparativement à 10,7 % au 31 octobre 2009.

**MONTRÉAL, le 30 novembre 2010** – La Banque Nationale du Canada déclare un bénéfice net de 287 M\$ au quatrième trimestre de l'exercice 2010, par rapport à un bénéfice net de 241 M\$ réalisé au quatrième trimestre de 2009, une croissance de 19 %. Le bénéfice dilué par action atteint 1,66 \$ pour le trimestre terminé le 31 octobre 2010, par rapport à 1,39 \$ au trimestre correspondant de 2009. Les résultats du trimestre comprennent une charge de restructuration de 15 M\$, déduction faite des impôts, une baisse de valeur d'un actif incorporel de 2 M\$, un renversement de provision pour éventualités fiscales de 25 M\$ ainsi que des coûts liés à la détention de billets restructurés de 3 M\$ (2 M\$ au quatrième trimestre de 2009), déduction faite des impôts. En excluant les éléments particuliers, le bénéfice net du quatrième trimestre de 2010 aurait été de 282 M\$, par rapport à 243 M\$ au quatrième trimestre de 2009, en hausse de 16 %. Le bénéfice dilué par action aurait atteint 1,63 \$ au quatrième trimestre de 2010 contre 1,40 \$ au trimestre correspondant de 2009.

Le bénéfice net de la Banque pour l'exercice financier de 2010 se chiffre à 1 034 M\$, par rapport à 854 M\$ pour la période correspondante de 2009, une augmentation de 21 %. Le bénéfice

**FAITS SAILLANTS EXCLUANT LES ÉLÉMENTS PARTICULIERS (1) :**

- Bénéfice net de 282 M\$ au quatrième trimestre de 2010, en croissance de 16 % par rapport à un bénéfice net de 243 M\$ pour la même période en 2009;
- Bénéfice dilué par action de 1,63 \$ au quatrième trimestre de 2010, contre 1,40 \$ au trimestre correspondant de 2009;
- Bénéfice net record de 1 084 M\$ pour l'exercice 2010, en progression de 2 % par rapport à un bénéfice net de 1 061 M\$ pour l'exercice 2009;
- Bénéfice dilué par action de 6,25 \$ pour l'exercice 2010, contre 6,22 \$ pour l'exercice correspondant de 2009.

(1) Le mode de présentation de l'information est expliqué en détail à la page 2.

dilué par action atteint 5,94 \$ pour l'exercice 2010, en hausse de 1,00 \$ ou 20 % comparativement à 4,94 \$ pour la période correspondante de 2009. En excluant les éléments particuliers décrits à la page 2, le bénéfice net pour l'exercice 2010 aurait atteint 1 084 M\$, comparativement à 1 061 M\$, une croissance de 2 % par rapport à la période correspondante de 2009. Le bénéfice dilué par action aurait été de 6,25 \$ pour l'exercice 2010, contre 6,22 \$ pour l'exercice 2009.

« L'implantation du programme *un client, une banque* se poursuit à un rythme soutenu tel que constaté dans les résultats du quatrième trimestre de 2010. Le volume des prêts du secteur Particuliers et entreprises affiche une bonne croissance alors que la Gestion de patrimoine et les Marchés financiers ont tous deux enregistré une hausse de leurs bénéfices par rapport au trimestre précédent. Ces excellents résultats, combinés avec la solidité de notre capital et la qualité de notre portefeuille de crédit, nous ont permis d'augmenter le dividende versé à nos actionnaires », a déclaré le président et chef de la direction, Louis Vachon.

**Indicateurs financiers**

	Résultats 4 <sup>e</sup> trimestre 2010	Résultats excluant les éléments particuliers (1)	Résultats exercice 2010	Résultats excluant les éléments particuliers (1)
Croissance du bénéfice dilué par action	19 %	16 %	20 %	-
Rendement des capitaux propres attribuables aux détenteurs d'actions ordinaires	18,0 %	17,5 %	17,0 %	17,7 %
Ratio de fonds propres de catégorie 1 selon Bâle II	14,0 %	14,0 %	14,0 %	14,0 %
Ratio de versement des dividendes	37 %	38 %	41 %	39 %

(1) Consulter la rubrique « Mode de présentation de l'information » à la page 2.

## Mode de présentation de l'information

La Banque utilise certaines mesures non conformes aux principes comptables généralement reconnus (PCGR) pour évaluer les résultats. Les organismes de réglementation du commerce des valeurs mobilières exigent que les entreprises préviennent les lecteurs que le bénéfice net et les autres mesures rajustées en fonction de critères autres que les PCGR n'ont pas une signification standard selon les PCGR et sont difficilement comparables avec des mesures similaires utilisées par d'autres entreprises.

### Données financières

(non vérifiées) (en millions de dollars)

	Notes	Trimestre terminé le			Exercice terminé le		
		31 octobre 2010	31 octobre 2009	Variation en pourcentage	31 octobre 2010	31 octobre 2009	Variation en pourcentage
<b>Excluant les éléments particuliers</b>							
Particuliers et entreprises		145	108	34	587	482	22
Gestion de patrimoine		33	26	27	112	113	(1)
Marchés financiers		119	147	(19)	486	513	(5)
Autres		(15)	(38)		(101)	(47)	
<b>Bénéfice net excluant les éléments particuliers</b>		<b>282</b>	<b>243</b>	<b>16</b>	<b>1 084</b>	<b>1 061</b>	<b>2</b>
Moins : charges liées à la détention des billets restructurés des conduits VAC	1	(3)	(2)		(8)	(121)	
Moins : charge de restructuration	2	(15)	-		(15)	-	
Moins : baisse de valeur d'un actif incorporel	3	(2)	-		(2)	-	
Moins : sanction administrative	4	-	-		(75)	-	
Moins : charge liée aux engagements de crédit	5	-	-		-	(86)	
Plus : renversements de provisions pour éventualités fiscales	6	25	-		50	-	
<b>Bénéfice net</b>		<b>287</b>	<b>241</b>	<b>19</b>	<b>1 034</b>	<b>854</b>	<b>21</b>
<b>Bénéfice dilué par action ordinaire excluant les éléments particuliers</b>							
		1,63 \$	1,40 \$	16	6,25 \$	6,22 \$	-
Moins : charges liées à la détention des billets restructurés des conduits VAC	1	(0,02)	(0,01)		(0,05)	(0,74)	
Moins : charge de restructuration	2	(0,09)	-		(0,09)	-	
Moins : baisse de valeur d'un actif incorporel	3	(0,01)	-		(0,01)	-	
Moins : sanction administrative	4	-	-		(0,46)	-	
Moins : charge liée aux engagements de crédit	5	-	-		-	(0,54)	
Plus : renversements de provisions pour éventualités fiscales	6	0,15	-		0,30	-	
<b>Bénéfice dilué par action ordinaire</b>		<b>1,66 \$</b>	<b>1,39 \$</b>	<b>19</b>	<b>5,94 \$</b>	<b>4,94 \$</b>	<b>20</b>
<b>Rendement des capitaux propres attribuables aux détenteurs d'actions ordinaires</b>							
<b>Incluant les éléments particuliers</b>		<b>18,0 %</b>	<b>16,7 %</b>		<b>17,0 %</b>	<b>15,6 %</b>	
<b>Excluant les éléments particuliers</b>		<b>17,5 %</b>	<b>16,3 %</b>		<b>17,7 %</b>	<b>19,0 %</b>	

- (1) Les billets restructurés des conduits de véhicules d'actifs cadres (VAC) ont remplacé le papier commercial adossé à des actifs (PCAA) dans le cadre de la restructuration de ces instruments. Au cours du trimestre terminé le 31 octobre 2010, le coût de financement lié à la détention des billets restructurés des conduits VAC est de 3 M\$ (2009 : 2 M\$), déduction faite des impôts. Au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2010, les éléments suivants, déduction faite des impôts, ont été enregistrés relativement à la détention des billets restructurés des conduits VAC : un gain sur des opérations de couverture économique pour un montant négligeable (2009 : perte de 19 M\$) et le coût de financement de 8 M\$ (2009 : 11 M\$). Au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2009, la Banque avait également enregistré les éléments suivants, déduction faite des impôts, relativement à la détention des billets restructurés des conduits VAC : une perte sur valeurs mobilières disponibles à la vente de 129 M\$, des intérêts reçus ou à recevoir de 41 M\$ ainsi que des honoraires professionnels de 3 M\$.
- (2) Au cours du trimestre terminé le 31 octobre 2010, la Banque a comptabilisé une charge de restructuration de 15 M\$, déduction faite des impôts. Cette charge est majoritairement composée d'indemnités de départ liées à la restructuration de certaines activités de la filiale de courtage en valeurs mobilières.
- (3) Au cours du trimestre terminé le 31 octobre 2010, la Banque a comptabilisé une charge de 2 M\$ imputable à une baisse de valeur d'un actif incorporel relatif aux activités d'Altamira.
- (4) Au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2010, une sanction administrative de 75 M\$ à titre de règlement dans le cadre d'une entente touchant toute l'industrie du PCAA a été enregistrée.
- (5) Au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2009, des dotations aux pertes sur créances liées aux engagements de crédit envers les clients détenant des billets restructurés des conduits VAC de 86 M\$, déduction faite des impôts, avaient été enregistrées.
- (6) Au cours du trimestre terminé le 31 octobre 2010, un renversement d'une provision fiscale de 25 M\$ a été enregistré suite à la réévaluation des passifs d'impôts éventuels. Au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2010, des renversements de provisions fiscales de 50 M\$ ont été enregistrés suite à la réévaluation des passifs d'impôts éventuels.

# Faits saillants

(non vérifiés) (en millions de dollars)

	Trimestre terminé le			Exercice terminé le		
	31 octobre 2010	31 octobre 2009	Variation en pourcentage	31 octobre 2010	31 octobre 2009	Variation en pourcentage
<b>Résultats d'exploitation</b>						
Revenu total	1 095 \$	1 092 \$	-	4 278 \$	4 131 \$	4
Revenu total ajusté pour les participations sans contrôle <sup>(1)</sup>	1 084	1 080	-	4 273	4 133	3
Bénéfice net	287	241	19	1 034	854	21
Rendement des capitaux propres attribuables aux détenteurs d'actions ordinaires	18,0 %	16,7 %		17,0 %	15,6 %	
<b>Par action ordinaire (en dollars)</b>						
Bénéfice - de base	1,67 \$	1,40 \$	19	5,99 \$	4,96 \$	21
Bénéfice - dilué	1,66	1,39	19	5,94	4,94	20
<b>EXCLUANT LES ÉLÉMENTS PARTICULIERS <sup>(2)</sup></b>						
<b>Résultats d'exploitation</b>						
Revenu total	1 098 \$	1 093 \$	-	4 289 \$	4 309 \$	-
Revenu total ajusté pour les participations sans contrôle <sup>(1)</sup>	1 087	1 081	1	4 284	4 311	(1)
Bénéfice net	282	243	16	1 084	1 061	2
Rendement des capitaux propres attribuables aux détenteurs d'actions ordinaires	17,5 %	16,3 %		17,7 %	19,0 %	
<b>Par action ordinaire (en dollars)</b>						
Bénéfice - de base	1,64 \$	1,41 \$	16	6,30 \$	6,25 \$	1
Bénéfice - dilué	1,63	1,40	16	6,25	6,22	-
<b>Par action ordinaire (en dollars)</b>						
Dividendes déclarés	0,62 \$	0,62 \$		2,48 \$	2,48 \$	
Valeur comptable				37,59	33,43	
Cours de l'action						
haut	67,87	62,08		67,87	62,08	
bas	55,53	56,00		54,45	25,62	
clôture	67,13	56,39		67,13	56,39	

	Au 31 octobre 2010	Au 31 octobre 2009	Variation en pourcentage
<b>Situation financière</b>			
Actif total	145 301 \$	132 138 \$	10
Prêts et acceptations <sup>(3)</sup>	63 134	58 370	8
Dépôts	81 785	75 170	9
Débitures subordonnées et capitaux propres	9 241	8 494	9
Ratios de fonds propres - BRI selon Bâle II			
catégorie 1	14,0 % <sup>(4)</sup>	10,7 % <sup>(5)</sup>	
total	17,5 % <sup>(4)</sup>	14,3 % <sup>(5)</sup>	
Ratios de fonds propres - BRI selon Bâle I			
catégorie 1	12,1 %	11,5 %	
total	15,6 %	15,2 %	
Prêts douteux, déduction faite des provisions spécifiques et générale	(267)	(233)	
en % des prêts et acceptations	(0,4) %	(0,4) %	
Biens sous gestion et administration	231 470	192 551	
Épargne totale des particuliers	118 098	106 458	
Couverture d'intérêts	9,03	8,04	
Couverture de l'actif	4,48	4,19	
<b>Autres renseignements</b>			
Nombre d'employés	18 322	17 747	3
Nombre de succursales au Canada	442	445	(1)
Nombre de guichets automatiques	869	866	-

(1) L'ajustement représente principalement les gains ou pertes attribuables aux tiers.

(2) Consulter le « Mode de présentation de l'information » à la page 2.

(3) Déduction faite des actifs titrisés.

(4) Calculé selon l'approche NI avancée.

(5) Calculé selon l'approche standardisée.

# Informations sectorielles

(non vérifiées) (en millions de dollars)

Trimestre terminé le 31 octobre	2010	2009	2010	2009	2010	2009	2010	2009	2010	2009
	Particuliers et entreprises		Gestion de patrimoine		Marchés financiers		Autres		Total	
Revenu net d'intérêts <sup>(1)</sup>	394	357	30	26	213	203	(148)	(121)	489	465
Revenus autres que d'intérêts <sup>(1)</sup>	227	228	165	165	147	209	67	25	606	627
Revenu total	621	585	195	191	360	412	(81)	(96)	1 095	1 092
Charges d'exploitation	365	358	151	153	205	174	(5)	15	716	700
Contribution	256	227	44	38	155	238	(76)	(111)	379	392
Dotations aux pertes sur créances	53	66	-	-	2	8	(18)	(20)	37	54
Bénéfice (perte) avant charge (économie)										
d'impôts et participations sans contrôle	203	161	44	38	153	230	(58)	(91)	342	338
Charge (économie) d'impôts <sup>(1)</sup>	58	53	12	11	37	71	(79)	(66)	28	69
Participations sans contrôle	-	-	1	1	12	12	14	15	27	28
Bénéfice net (perte nette)	145	108	31	26	104	147	7	(40)	287	241
Actif moyen	62 934	57 599	981	909	93 499	88 809	(14 659)	(14 098)	142 755	133 219

Exercice terminé le 31 octobre	2010	2009	2010	2009	2010	2009	2010	2009	2010	2009
	Particuliers et entreprises		Gestion de patrimoine		Marchés financiers		Autres		Total	
Revenu net d'intérêts <sup>(2)</sup>	1 511	1 407	108	127	824	790	(531)	(358)	1 912	1 966
Revenus autres que d'intérêts <sup>(2)</sup>	915	880	661	630	565	640	225	15	2 366	2 165
Revenu total	2 426	2 287	769	757	1 389	1 430	(306)	(343)	4 278	4 131
Charges d'exploitation	1 383	1 356	604	588	707	664	117	54	2 811	2 662
Contribution	1 043	931	165	169	682	766	(423)	(397)	1 467	1 469
Dotations aux pertes sur créances	207	214	-	-	2	27	(65)	64	144	305
Bénéfice (perte) avant charge (économie)										
d'impôts et participations sans contrôle	836	717	165	169	680	739	(358)	(461)	1 323	1 164
Charge (économie) d'impôts <sup>(2)</sup>	249	235	52	53	199	227	(279)	(263)	221	252
Participations sans contrôle	-	-	3	3	10	(1)	55	56	68	58
Bénéfice net (perte nette)	587	482	110	113	471	513	(134)	(254)	1 034	854
Actif moyen	60 671	56 070	940	873	92 990	97 805	(14 243)	(13 770)	140 358	140 978

## Particuliers et entreprises

Le secteur des Particuliers et entreprises regroupe le réseau des succursales, les services aux intermédiaires, les cartes de crédit, les assurances, les services aux entreprises ainsi que l'immobilier.

## Gestion de patrimoine

Le secteur de Gestion de patrimoine regroupe le courtage de plein exercice auprès des particuliers, le courtage direct, les fonds communs de placement, les services fiduciaires et la gestion de portefeuille.

## Marchés financiers

Le secteur des Marchés financiers comprend le financement et le crédit aux grandes sociétés, les activités de négociation, les activités de trésorerie, y compris la gestion de l'actif et du passif de la Banque, et le courtage auprès des sociétés.

## Autres

Cette rubrique regroupe les activités de titrisation, certains éléments non récurrents ainsi que la portion non allouée des services centraux.

## Équivalent imposable

(1) Les conventions comptables sont les mêmes que celles qui sont décrites dans la note 1 du Rapport annuel 2009 à l'exception du revenu net d'intérêts, des revenus autres que d'intérêts et de la charge (économie) d'impôts des secteurs d'exploitation, qui sont présentés en équivalent imposable. L'équivalent imposable est une méthode de calcul qui consiste à ajuster certains revenus exempts d'impôts en les majorant de l'impôt qui aurait autrement été exigible. Pour l'ensemble des secteurs d'exploitation, le revenu net d'intérêts a été majoré de 58 M\$ (36 M\$ en 2009) et les revenus autres que d'intérêts ont été majorés d'un montant négligeable (6 M\$ en 2009). Un montant égal est ajouté à la charge (économie) d'impôts. L'effet de ces ajustements est inversé sous la rubrique *Autres*.

(2) Pour l'exercice terminé le 31 octobre 2010, le revenu net d'intérêts a été majoré de 206 M\$ (129 M\$ en 2009) et les revenus autres que d'intérêts ont été majorés d'un montant négligeable (19 M\$ en 2009). Un montant égal est ajouté à la charge (économie) d'impôts. L'effet de ces ajustements est inversé sous la rubrique *Autres*.

# Analyse des résultats

## REVENU TOTAL

Le revenu total de la Banque s'établit à 1 095 M\$ au quatrième trimestre de 2010, comparativement à 1 092 M\$ au trimestre correspondant de 2009. D'une part, la hausse du revenu total est attribuable au revenu net d'intérêts du secteur Particuliers et entreprises qui a progressé de 37 M\$ pour s'établir à 394 M\$ au quatrième trimestre de 2010, en raison de la croissance du volume des prêts aux particuliers et aux entreprises. De plus, les revenus de titrisation sont en hausse de 31 M\$ en raison du volume plus élevé de prêts hypothécaires titrisés, les revenus de change ont augmenté de 7 M\$ ou 27 % et les revenus des services fiduciaires et de fonds communs de placement sont en hausse de 12 M\$, surtout grâce à la croissance des biens sous gestion et administration. Ces hausses ont été en partie compensées par les revenus liés aux activités de négociation qui sont en baisse de 59 M\$ par rapport au trimestre correspondant de 2009, alors que les conditions de marché étaient plus favorables, ainsi que par la diminution des gains nets sur valeurs mobilières disponibles à la vente de 12 M\$ et les commissions sur cartes de crédit de 3 M\$.

Le revenu total s'élève à 4 278 M\$ pour l'exercice 2010, contre 4 131 M\$ pour la même période en 2009, en hausse de 147 M\$ ou 4 %. Les revenus liés aux activités de négociation sont en baisse de 164 M\$ en raison de conditions de marché moins favorables et les revenus de titrisation ont diminué de 62 M\$ suite à la réduction de l'écart des taux. Ces baisses ont été plus que compensées par le revenu net d'intérêts du secteur Particuliers et entreprises qui a progressé de 104 M\$ à la faveur de la croissance des volumes de prêts, des commissions de courtage en valeurs mobilières en hausse de 19 M\$, en raison d'un regain d'activité, ainsi que les commissions sur prêts et revenus sur acceptations, lettres de crédit et de garantie en hausse de 55 M\$, en raison des frais sur refinancement anticipé de prêts et à la croissance des activités avec les entreprises. De plus, les gains nets sur valeurs mobilières disponibles à la vente atteignent 113 M\$, contre des pertes nettes de 97 M\$ pour l'exercice 2009, en grande partie imputable à l'ajustement de la valeur des billets restructurés des conduits VAC enregistré au cours du premier trimestre de 2009. Enfin, les honoraires fiduciaires et de fonds communs de placement de 374 M\$ sont en hausse de 47 M\$ en raison de l'augmentation de la valeur des actifs sous gestion et administration.

## CHARGES D'EXPLOITATION

Au quatrième trimestre de 2010, les charges d'exploitation augmentent de 16 M\$ ou 2 % par rapport au trimestre correspondant de 2009, pour s'établir à 716 M\$. Cette hausse est surtout attribuable à l'augmentation de 28 M\$ des salaires et avantages sociaux qui comprennent les indemnités de départ liées à la charge de restructuration de certaines activités de la filiale de courtage en valeurs mobilières. Par ailleurs, les frais d'occupation diminuent de 11 M\$ alors que des charges pour locaux inoccupés avaient été enregistrées au cours du quatrième trimestre de 2009 et les frais de technologie sont en baisse de 15 M\$ en raison de certains projets qui se sont terminés en 2009.

Pour l'exercice terminé le 31 octobre 2010, les charges d'exploitation augmentent de 149 M\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice 2009, pour s'établir à 2 811 M\$. Cette variation est principalement attribuable à la sanction administrative relative à l'entente touchant toute l'industrie du PCAA de 75 M\$. De plus, les salaires et avantages sociaux sont en hausse de 86 M\$, notamment en raison des indemnités de départ et l'ajout de personnel dans le réseau bancaire. Par ailleurs, les frais d'occupation sont en baisse de 12 M\$ pour les mêmes raisons qu'au trimestre.

## DOTATIONS AUX PERTES SUR CRÉANCES

Pour le quatrième trimestre de 2010, la Banque a enregistré des dotations aux pertes sur créances de 37 M\$, soit 17 M\$ de moins qu'au même trimestre en 2009, surtout en raison d'un contexte économique plus favorable.

Pour l'exercice terminé le 31 octobre 2010, la Banque a enregistré des dotations aux pertes sur créances de 144 M\$, en baisse de 161 M\$ par rapport à l'exercice 2009. Cette variation est principalement attribuable à une provision liée aux engagements de crédit envers les clients détenant des billets restructurés des conduits VAC de 126 M\$ enregistrée au premier trimestre de 2009 et aux récupérations de pertes sur créances sur le crédit aux entreprises en 2010.

Au 31 octobre 2010, les prêts douteux bruts sont de 369 M\$, soit une baisse de 38 M\$ depuis le 31 octobre 2009. Cette baisse provient majoritairement des prêts aux entreprises et aux grandes sociétés. Les prêts douteux représentent 6,7 % du capital tangible ajusté et des provisions, soit une diminution de 1,6 % par rapport au 31 octobre 2009. Au 31 octobre 2010, les provisions pour pertes sur créances excèdent les prêts douteux bruts de 267 M\$, comparativement à 233 M\$ au 31 octobre 2009. Au 31 octobre 2010, le ratio du taux de provisionnement des prêts douteux est de 56,1 % comparativement à 45,2 % au 31 octobre 2009.

## CHARGE D'IMPÔTS

La charge d'impôts pour le quatrième trimestre de 2010 est de 28 M\$ comparativement à 69 M\$ pour le trimestre correspondant de 2009 et 64 M\$ pour le trimestre précédent. Le taux d'imposition du quatrième trimestre de 2010 s'établit à 8 %, alors qu'il était de 20 % au trimestre correspondant de 2009 et de 19 % au troisième trimestre de 2010. Cette diminution du taux d'imposition par rapport au quatrième trimestre de 2009 s'explique en grande partie par le renversement d'une provision pour éventualités fiscales de 25 M\$ ainsi que par l'augmentation des revenus exempts d'impôts. Pour l'exercice 2010, la charge d'impôts s'établit à 221 M\$, pour un taux effectif d'imposition de 17 %. Cette charge comprend des renversements de provisions pour éventualités fiscales de 50 M\$, compensés par l'incidence fiscale de la sanction administrative relative à l'entente touchant toute l'industrie du PCAA. La charge d'impôts était de 252 M\$ pour l'exercice 2009, alors que le taux effectif d'imposition s'établissait à 22 %.

## Résultats sectoriels

### PARTICULIERS ET ENTREPRISES

Le bénéfice net du secteur Particuliers et entreprises a connu une augmentation de 34 % pour s'établir à 145 M\$ au quatrième trimestre de 2010. Le revenu total de ce secteur a progressé de 36 M\$ pour atteindre 621 M\$, principalement en raison de la croissance du revenu net d'intérêts du secteur qui a augmenté de 37 M\$ pour s'établir à 394 M\$ pour le quatrième trimestre de 2010. Cette augmentation provient principalement de la bonne progression du volume des prêts ainsi que d'une légère augmentation de la marge bénéficiaire qui s'établit à 2,48 % au quatrième trimestre de 2010 comparativement à 2,46 % au même trimestre en 2009.

Le revenu total des Services aux particuliers a progressé de 20 M\$ pour atteindre 416 M\$ surtout en raison de l'augmentation du volume des prêts partiellement contrebalancée par un rétrécissement des marges bénéficiaires sur les dépôts. Le revenu total des Services aux entreprises se chiffre à 205 M\$ en hausse de 16 M\$, principalement en raison de la croissance du volume des prêts et des commissions sur prêts et acceptations ainsi que par l'augmentation des marges bénéficiaires sur les dépôts.

Les charges d'exploitation du secteur Particuliers et entreprises sont en hausse de 7 M\$ ou 2 % et s'établissent à 365 M\$ au quatrième trimestre de 2010. Toutefois, le ratio des charges d'exploitation sur le revenu se chiffre à 59 % pour le quatrième trimestre de 2010 comparativement à 61 % au trimestre correspondant de 2009. Les dotations aux pertes sur créances du secteur sont en baisse de 13 M\$ pour un total de 53 M\$, la principale baisse observée étant pour les créances sur cartes de crédit.

Pour l'exercice 2010, le bénéfice net du secteur Particuliers et entreprises s'établit à 587 M\$, soit une hausse de 105 M\$ ou 22 % par rapport au bénéfice net de 482 M\$ réalisé en 2009. Le revenu total du secteur a progressé de 6 % pour atteindre 2 426 M\$. Le revenu total des Services aux particuliers a progressé de 101 M\$ ou 7 %, principalement en raison de l'augmentation des volumes de prêts. L'augmentation du revenu total des Services aux entreprises a été de 38 M\$ ou 5 %. Les dotations aux pertes sur créances du secteur Particuliers et entreprises sont moins élevées de 7 M\$ par rapport à l'exercice 2009. Cette diminution est principalement attribuable aux prêts aux entreprises. Le ratio des charges d'exploitation sur le revenu a diminué à 57 % pour l'exercice 2010, par rapport à 59 % pour la période correspondante de 2009.

### GESTION DE PATRIMOINE

Le bénéfice net du secteur Gestion de patrimoine excluant les éléments particuliers s'établit à 33 M\$ au quatrième trimestre de 2010, par rapport à 26 M\$ au trimestre correspondant de 2009, soit une augmentation de 7 M\$ ou 27 %. Le revenu total du secteur atteint 195 M\$, par rapport à 191 M\$ au quatrième trimestre de 2009. Les actifs sous gestion et administration ont augmenté au cours du quatrième trimestre de 2010 générant ainsi une croissance des revenus des services fiduciaires et des fonds communs de placement. Les charges d'exploitation diminuent de 2 M\$ pour s'établir à 151 M\$ au quatrième trimestre de 2010 en raison d'un contrôle rigoureux des dépenses.

Pour l'exercice 2010, excluant les éléments particuliers, le bénéfice net du secteur Gestion de patrimoine atteint 112 M\$ comparativement à 113 M\$ pour la même période en 2009. Le revenu total du secteur atteint 769 M\$, par rapport à 757 M\$ pour la période correspondante de 2009 principalement en raison des revenus autres que d'intérêts qui sont en hausse de 31 M\$ ou 5 %. Cette augmentation est attribuable à la vigueur des activités de courtage et des revenus provenant des fonds communs de

placement qui est atténuée par la baisse de la marge bénéficiaire des dépôts. Les charges d'exploitation augmentent de 16 M\$ pour s'établir à 604 M\$. La hausse constatée dans les salaires et la rémunération variable s'explique par la croissance des revenus de commissions de courtage en valeurs mobilières des particuliers suite à la reprise des activités.

### MARCHÉS FINANCIERS

Le secteur Marchés financiers affiche un bénéfice net excluant les éléments particuliers de 119 M\$ au quatrième trimestre de 2010, en baisse de 28 M\$ par rapport au trimestre correspondant de 2009 alors que le contexte de marché était favorable pour les activités de négociation. Le revenu total du secteur en équivalent imposable atteint 360 M\$, contre 412 M\$ au quatrième trimestre de 2009. En tenant compte des revenus ajustés pour les participations sans contrôle relatifs aux activités de négociation, le revenu total du trimestre est de 349 M\$, comparativement à 400 M\$ au trimestre correspondant de 2009. Les revenus des activités de négociation en équivalent imposable ont atteint 141 M\$ au trimestre, en baisse de 55 M\$ en comparaison avec le trimestre correspondant de 2009, principalement suite à la diminution des revenus sur les titres à revenus fixes en raison des conditions très favorables sur les marchés financiers qui prévalaient au quatrième trimestre de 2009. La hausse des revenus Autres des Marchés financiers provient essentiellement de la contribution de la filiale Credigy Ltd.

Les charges d'exploitation du trimestre s'établissent à 205 M\$, en hausse de 31 M\$ par rapport au quatrième trimestre de 2009. Cette augmentation provient principalement de la comptabilisation d'une charge de restructuration de 22 M\$ au cours du quatrième trimestre de 2010, majoritairement composée d'indemnités de départ liées à la restructuration de certaines activités de la filiale de courtage en valeurs mobilières. Les coûts liés aux opérations de la filiale Credigy Ltd ont également augmenté au cours du trimestre. Pour le quatrième trimestre de 2010, le secteur a enregistré des dotations aux pertes sur créances de 2 M\$, une baisse de 6 M\$ par rapport au trimestre correspondant de 2009.

Pour l'exercice 2010, le bénéfice net du secteur excluant les éléments particuliers s'établit à 486 M\$, soit une baisse de 27 M\$ par rapport à la période correspondante de 2009. Le revenu total en équivalent imposable atteint 1 389 M\$ contre 1 430 M\$ pour l'exercice 2009. En tenant compte des revenus ajustés pour les participations sans contrôle relatifs aux activités de négociation, les revenus des Marchés financiers s'établissent à 1 384 M\$, en baisse de 48 M\$ par rapport à l'exercice 2009. Cette diminution s'explique par la baisse des revenus provenant des activités de négociation compensée par la hausse des revenus Autres, des revenus des services bancaires et des commissions des marchés financiers qui ont profité de la reprise au cours du premier semestre de l'exercice 2010. Les charges d'exploitation s'élèvent à 707 M\$, une augmentation de 43 M\$ comparativement à l'exercice 2009. Outre la charge de restructuration de 22 M\$, la hausse des charges d'exploitation est principalement attribuable aux coûts liés aux opérations de la filiale Credigy Ltd ainsi qu'aux frais liés aux transactions. Pour l'exercice 2010, le secteur a enregistré des dotations aux pertes sur créances de 2 M\$, ce qui représente une baisse de 25 M\$ par rapport à l'année financière de 2009. Cette diminution est principalement attribuable aux récupérations de pertes sur créances réalisées au cours de l'exercice 2010.

## Résultats sectoriels (suite)

### Revenus des Marchés financiers

(équivalent imposable <sup>(1)</sup>)  
(en millions de dollars)

	4 <sup>e</sup> T		Exercice	
	2010	2009	2010	2009
Revenus des activités de négociation				
Titres de participation	73	68	243	205
Revenus fixes	46	110	199	388
Marchandises et devises	22	18	85	91
	141	196	527	684
Commissions des marchés financiers	60	59	244	227
Gains sur valeurs mobilières disponibles à la vente (montant net)	7	20	89	93
Services bancaires	66	64	262	239
Autres	75	61	262	189
<b>Total <sup>(2)</sup></b>	<b>349</b>	<b>400</b>	<b>1 384</b>	<b>1 432</b>

(1) Consulter le « Mode de présentation de l'information » à la page 2.

(2) Déduction faite des participations sans contrôle.

### AUTRES

La rubrique *Autres* des résultats sectoriels affiche un gain net de 7 M\$ au quatrième trimestre de 2010 en comparaison d'une perte nette de 40 M\$ au trimestre correspondant de 2009. La hausse des revenus provenant des activités de titrisation ainsi que le renversement d'une provision pour éventualités fiscales au quatrième trimestre de 2010 expliquent majoritairement cette variation. Les charges liées à la détention des billets restructurés des conduits VAC ont été négligeables pour les quatrième trimestres de 2010 et de 2009.

Pour l'exercice 2010, la perte nette s'élève à 134 M\$, contre une perte nette de 254 M\$ pour l'exercice de 2009. Au cours de l'exercice 2010, des charges liées à la détention des billets restructurés des conduits VAC de 8 M\$, déduction faite des impôts, une sanction administrative de 75 M\$ ainsi que des renversements de provisions pour éventualités fiscales de 50 M\$ ont été enregistrés. Pour l'exercice 2009, des charges liées à la détention de ces billets de 121 M\$, déduction faite des impôts, ainsi qu'une charge liée aux engagements de crédit envers les clients détenant des billets restructurés de 86 M\$, déduction faite des impôts, avaient été enregistrées. Enfin, on observe une baisse des revenus provenant des activités de titrisation.

### Bilan

Au 31 octobre 2010, la Banque a un actif total de 145,3 G\$ en comparaison à 132,1 G\$ au 31 octobre 2009. Les soldes des prêts et acceptations sont en hausse de 4,8 G\$. Par ailleurs, l'encaisse, les dépôts auprès d'institutions financières, les valeurs mobilières et les valeurs mobilières acquises en vertu de conventions de revente ont augmenté de 7,3 G\$ par rapport au 31 octobre 2009, principalement en raison de la hausse des valeurs mobilières détenues à des fins de négociation ainsi que de la hausse des valeurs mobilières acquises en vertu de conventions de revente.

Les principaux portefeuilles sont présentés dans le tableau suivant :

### Volumes moyens mensuels

(en millions de dollars)

	Octobre 2010	Octobre 2009
<b>Prêts et acceptations <sup>(1)</sup></b>		
À la consommation	19 553	17 135
Hypothécaires résidentiels	25 413	23 310
Créances sur cartes de crédit	1 907	1 950
Aux petites et moyennes entreprises	17 263	15 805
Aux grandes sociétés	6 219	7 016
	70 355	65 216
<b>Épargne des particuliers (solde)</b>		
Dépôts	34 112	34 609
Courtage de plein exercice	65 762	54 620
Fonds communs de placement	13 193	11 864
Autres	5 031	5 365
	83 986	71 849
<b>Dépôts des entreprises</b>	<b>14 872</b>	<b>13 288</b>

(1) Incluant les actifs titrisés.

Les volumes des prêts et acceptations ont augmenté de 5,2 G\$ ou 8 % depuis un an, pour s'établir à 70,4 G\$ au 31 octobre 2010. La croissance des prêts à la consommation depuis le 31 octobre 2009 est de 14 % pour s'établir à 19,6 G\$ au 31 octobre 2010, la hausse provenant essentiellement des marges de crédit hypothécaires garanties. Les prêts hypothécaires résidentiels sont en hausse de 9 % comparativement au 31 octobre dernier pour se chiffrer à 25,4 G\$ au 31 octobre 2010. Les prêts aux petites et moyennes entreprises ont également contribué à cette croissance, les volumes atteignant 17,3 G\$ au 31 octobre 2010, une augmentation de 1,5 G\$ ou 9 % au cours de la dernière année. Depuis un an, les prêts aux grandes sociétés sont en baisse de 11 % pour s'établir à 6,2 G\$ au 31 octobre 2010.

Les dépôts de particuliers de 34,1 G\$ au 31 octobre 2010 sont en baisse de 0,5 G\$ ou 1 % depuis le 31 octobre 2009. L'épargne des particuliers hors bilan administrée par la Banque se chiffre à 84,0 G\$ à la fin du quatrième trimestre de 2010, en hausse de 17 % depuis le 31 octobre 2009, principalement en raison de la reprise des marchés boursiers. Au niveau des entreprises, les dépôts sont en hausse de 12 % ou 1,6 G\$ depuis le 31 octobre 2009, pour atteindre 14,9 G\$ au 31 octobre 2010.

Au 31 octobre 2010, les capitaux propres de la Banque s'établissent à 7,2 G\$ comparativement à 6,5 G\$ au 31 octobre 2009. Cette augmentation s'explique par le bénéfice net, déduction faite des dividendes, et par le réinvestissement des dividendes en actions ordinaires. De plus, les autres éléments cumulés du résultat étendu se chiffrent à 168 M\$ au 31 octobre 2010 comparativement à 96 M\$ au 31 octobre 2009. Cette variation est principalement attribuable à la hausse des gains non réalisés sur les valeurs mobilières disponibles à la vente, déduction faite des opérations de couverture de juste valeur, ainsi que l'augmentation des gains sur les instruments financiers dérivés désignés comme éléments de couverture des flux de trésorerie.

## Bilan (suite)

### Actions et options d'achat d'actions au 31 octobre 2010

	Nombre d'actions	M\$
Actions privilégiées de premier rang		
Série 15	8 000 000	200
Série 16	8 000 000	200
Série 20	6 900 000	173
Série 21	8 050 000	201
Série 24	6 800 000	170
Série 26	5 800 000	145
	<b>43 550 000</b>	<b>1 089</b>
Actions ordinaires	162 771 816 <sup>(1)</sup>	1 804
Options d'achat d'actions	8 485 086 <sup>(1)</sup>	

(1) Au 26 novembre 2010, le nombre d'actions ordinaires en circulation se chiffre à 162 548 262 et le nombre d'options en cours est de 8 470 111.

### VÉHICULES D'ACTIFS CADRES

Au 31 octobre 2010, la valeur nominale des billets restructurés des conduits de véhicules d'actifs cadres (VAC) détenus par la Banque s'établit à 1 926 M\$ (1 954 M\$ au 31 octobre 2009), dont un montant de 1 664 M\$ a été désigné comme *Valeurs mobilières détenues à des fins de négociation* en vertu de l'option juste valeur et un montant de 262 M\$ est classé parmi les *Valeurs mobilières disponibles à la vente* (1 685 M\$ désignés comme *Valeurs mobilières détenues à des fins de négociation* et 269 M\$ classés dans les *Valeurs mobilières disponibles à la vente* au 31 octobre 2009). La valeur nominale des billets restructurés des conduits VAC (ayant remplacé le papier commercial adossé à des actifs « PCAA » dans le cadre de la restructuration de ces instruments) détenus par la Banque, se détaille comme suit :

(en millions de dollars)	Au 31 octobre 2010	Au 31 octobre 2009
<b>VAC I</b>		
Catégorie A-1	601	604
Catégorie A-2	553	553
Catégorie B	94	94
Catégorie C	39	39
Billets reflète pour les actifs inadmissibles (AI)	44	77
<b>Total VAC I</b>	<b>1 331</b>	<b>1 367</b>
<b>VAC II</b>		
Catégorie A-1	106	98
Catégorie A-2	87	79
Catégorie B	18	14
Catégorie C	7	6
Billets reflète pour les actifs inadmissibles (AI)	12	11
<b>Total VAC II</b>	<b>230</b>	<b>208</b>
<b>VAC III</b>		
Billets reflète pour les actifs traditionnels (AT)	53	85
Billets reflète pour les actifs inadmissibles (AI)	171	148
<b>Total VAC III</b>	<b>224</b>	<b>233</b>
PCAA exclu du plan de restructuration pancanadien	141	146
<b>Total</b>	<b>1 926</b>	<b>1 954</b>

Dans le cadre de la restructuration en vertu de l'Accord de Montréal, les contreparties aux swaps des VAC I et VAC II ont convenu d'inclure un moratoire de 18 mois à la suite de la clôture, période durant laquelle les appels de marge n'étaient pas permis. Ce moratoire a pris fin le 16 juillet 2010. Par conséquent, certaines transactions détenues par les VAC sont désormais exposées à des éléments déclencheurs d'un nantissement. La Banque s'est engagée à contribuer à une facilité de financement de marge pour un montant de 911 M\$ en vue de financer les éventuels appels de marge. Au 31 octobre 2010, aucun montant n'a été avancé par la Banque.

### Établissement de la juste valeur

Pour déterminer la valeur des billets restructurés des conduits VAC qu'elle détient, la Banque a établi des fourchettes de la juste valeur estimative. La valeur comptable des billets détenus par la Banque dans un portefeuille d'investissement en date du 31 octobre 2010, désignés comme *Valeurs mobilières détenues à des fins de négociation*, est de 1 147 M\$, et 53 M\$ sont classés parmi les *Valeurs mobilières disponibles à la vente* (1 147 M\$ désignés comme *Valeurs mobilières détenues à des fins de négociation* et 78 M\$ classés dans les *Valeurs mobilières disponibles à la vente* au 31 octobre 2009). Les billets détenus dans un portefeuille d'investissement incluant un ou plusieurs dérivés incorporés ont été désignés comme *Valeurs mobilières détenues à des fins de négociation* en vertu de l'option juste valeur et les autres billets ont été classés comme *Valeurs mobilières disponibles à la vente*. La valeur comptable des billets restructurés des conduits VAC détenus par la Banque se détaille comme suit :

(en millions de dollars)	Au 31 octobre 2010	Au 31 octobre 2009
VAC I et VAC II	1 118	1 109
VAC III	44	72
PCAA exclu du plan de restructuration pancanadien	38	44
Valeur comptable des billets	1 200	1 225
Facilité de financement de marge	(55)	(63)
<b>Total</b>	<b>1 145</b>	<b>1 162</b>

Comme la valeur comptable des billets restructurés des conduits VAC détenus par la Banque au 31 octobre 2009 se situe dans la fourchette de la juste valeur estimative établie au 31 octobre 2010, aucune modification n'a été apportée à la valeur comptable au 31 octobre 2010. Le 21 septembre 2010, les cotes de crédit des billets VAC I et VAC II de catégorie A-1 ont été augmentées, passant de « A (sf) » à « A (élevé) (sf) », et la mention « sous surveillance avec implications positives » qui leur avait été attribuée le 22 juin 2010 a été retirée. À la même date, les cotes de crédit des billets VAC I et VAC II de catégorie A-2 ont été maintenues à « A (sf) » et à « BBB (faible) (sf) ».

## Bilan (suite)

### Facilités de crédit à la clientèle détenant des billets restructurés des conduits VAC

Au 31 octobre 2010, l'encours des facilités de crédit offertes aux clients détenant des billets restructurés des conduits VAC est de 143 M\$ (285 M\$ au 31 octobre 2009) et les provisions pour pertes sur créances sont de 121 M\$ (148 M\$ au 31 octobre 2009). Au total, les biens affectés en garantie des facilités de crédit offertes aux clients sont estimés comme suit :

(en millions de dollars)

Biens affectés en garantie au 31 octobre 2010	Valeur nominale des billets	Facilités de crédit adossées aux billets reflète AI <sup>(1)</sup>	Facilités de crédit adossées aux billets restructurés des conduits VAC <sup>(2)</sup>
<b>VAC II</b>			
Catégorie A-1	302	-	244
Catégorie A-2	277	-	225
Catégorie B	50	-	41
Catégorie C	19	-	15
Billets reflète pour les actifs inadmissibles (AI)	107	70	-
<b>Total VAC II</b>	<b>755</b>	<b>70</b>	<b>525</b>
<b>VAC III</b>			
Billets reflète pour les actifs traditionnels (AT)	15	-	13
Billets reflète pour les actifs inadmissibles (AI)	110	79	-
<b>Total VAC III</b>	<b>125</b>	<b>79</b>	<b>13</b>
<b>Total</b>	<b>880</b>	<b>149</b>	<b>538</b>

(en millions de dollars)

Biens affectés en garantie au 31 octobre 2009	Valeur nominale des billets	Facilités de crédit adossées aux billets reflète AI <sup>(1)</sup>	Facilités de crédit adossées aux billets restructurés des conduits VAC <sup>(2)</sup>
<b>VAC II</b>			
Catégorie A-1	423	-	327
Catégorie A-2	405	-	311
Catégorie B	73	-	56
Catégorie C	28	-	22
Billets reflète pour les actifs inadmissibles (AI)	130	94	-
<b>Total VAC II</b>	<b>1 059</b>	<b>94</b>	<b>716</b>
<b>VAC III</b>			
Billets reflète pour les actifs traditionnels (AT)	45	-	27
Billets reflète pour les actifs inadmissibles (AI)	156	130	-
<b>Total VAC III</b>	<b>201</b>	<b>130</b>	<b>27</b>
<b>Total</b>	<b>1 260</b>	<b>224</b>	<b>743</b>

(1) Ces facilités de crédit représentent 75 % de la valeur nominale des billets et sont garanties par les billets, moins le remboursement de leur capital.

(2) Ces facilités de crédit représentent 75 % de la valeur nominale des billets et sont garanties à 30 % aux conditions normales de plein recours et à 45 % par les billets, moins le remboursement de leur capital.

## Capital

Depuis le 1<sup>er</sup> novembre 2009, la Banque a adopté l'approche de notation interne avancée (l'approche NI avancée) pour le risque de crédit alors qu'avant cette date, elle utilisait la méthode standardisée. En ce qui concerne le risque opérationnel, la Banque utilise la méthode standardisée et pour ce qui est du risque de marché, elle continue d'utiliser les modèles et l'approche standardisée conformément à l'Accord de Bâle II.

Le ratio des fonds propres de catégorie 1 et le ratio des fonds propres total, selon les règles de la Banque des règlements internationaux (BRI) – Bâle II – et selon l'approche NI avancée pour le risque de crédit, sont de 14,0 % et 17,5 % au 31 octobre 2010, par rapport à 10,7 % et 14,3 % au 31 octobre 2009, selon l'approche standardisée des règles de Bâle II. La hausse des ratios des fonds propres est attribuable en grande partie à l'adoption par la Banque de l'approche NI avancée ainsi qu'à la croissance des bénéfices non répartis.

L'actif pondéré en fonction du risque, selon les règles de Bâle II, a diminué et se chiffre à 49,8 G\$ au 31 octobre 2010 alors qu'il s'établissait à 58,6 G\$ au 31 octobre 2009.

## Dividendes

Le conseil d'administration a déclaré les dividendes réguliers sur les diverses catégories et séries d'actions privilégiées, ainsi qu'un dividende de 66 cents par action ordinaire, une hausse de 4 cents par action, payable le 1<sup>er</sup> février 2011 aux actionnaires inscrits le 23 décembre 2010.

**Bilans consolidés**

(non vérifiés) (en millions de dollars)

	Au 31 octobre 2010	Au 31 juillet 2010	Au 31 octobre 2009
<b>ACTIF</b>			
<b>Encaisse</b>	261	272	296
<b>Dépôts auprès d'institutions financières</b>	2 013	2 586	1 932
<b>Valeurs mobilières</b>			
Disponibles à la vente	10 997	10 149	13 281
Détenues à des fins de négociation	43 271	41 892	36 952
	54 268	52 041	50 233
<b>Valeurs mobilières acquises en vertu de conventions de revente</b>	10 878	15 192	7 637
<b>Prêts</b>			
Hypothécaires résidentiels	15 806	15 784	14 961
Aux particuliers et créances sur cartes de crédit	20 549	20 039	18 313
Aux entreprises et aux administrations publiques	21 469	21 276	20 003
	57 824	57 099	53 277
Provisions pour pertes sur créances	(636)	(655)	(640)
	57 188	56 444	52 637
<b>Autres actifs</b>			
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	5 946	5 984	5 733
Juste valeur des instruments financiers dérivés	8 120	6 981	7 516
Immobilisations corporelles	381	379	362
Écarts d'acquisition	744	744	746
Actifs incorporels	480	459	397
Créances de clients, de négociants et de courtiers	2 909	3 082	2 578
Actifs divers	2 113	2 169	2 071
	20 693	19 798	19 403
	145 301	146 333	132 138
<b>PASSIF ET CAPITAUX PROPRES</b>			
<b>Dépôts</b>			
Particuliers	34 112	34 072	34 609
Entreprises et administrations publiques	41 985	38 760	36 698
Institutions de dépôts	5 463	8 569	3 638
Dépôt de la Fiducie de Capital BNC	225	225	225
	81 785	81 626	75 170
<b>Autres passifs</b>			
Acceptations	5 946	5 984	5 733
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	18 292	19 265	13 221
Valeurs mobilières vendues en vertu de conventions de rachat	12 513	13 876	12 736
Juste valeur des instruments financiers dérivés	6 631	6 182	5 947
Montants à payer aux clients, aux négociants et aux courtiers	3 131	3 393	3 017
Passifs divers	6 563	6 087	6 623
	53 076	54 787	47 277
<b>Débtures subordonnées</b>	2 033	2 019	2 017
<b>Participations sans contrôle</b>	1 199	966	1 197
<b>Capitaux propres</b>			
Actions privilégiées	1 089	1 089	1 089
Actions ordinaires	1 804	1 784	1 729
Surplus d'apport	66	59	48
Bénéfices non répartis	4 081	3 912	3 515
Autres éléments cumulés du résultat étendu	168	91	96
	7 208	6 935	6 477
	145 301	146 333	132 138

## États consolidés des résultats

(non vérifiés) (en millions de dollars)

	Trimestre terminé le			Exercice terminé le	
	31 octobre 2010	31 juillet 2010	31 octobre 2009	31 octobre 2010	31 octobre 2009
<b>Revenus d'intérêts</b>					
Prêts	533	492	447	1 924	2 029
Valeurs mobilières disponibles à la vente	53	50	41	216	399
Valeurs mobilières détenues à des fins de négociation	225	186	161	748	756
Dépôts auprès d'institutions financières	2	1	1	5	12
	<b>813</b>	<b>729</b>	<b>650</b>	<b>2 893</b>	<b>3 196</b>
<b>Frais d'intérêts</b>					
Dépôts	187	134	142	599	820
Débitures subordonnées	26	26	27	100	102
Divers	111	68	16	282	308
	<b>324</b>	<b>228</b>	<b>185</b>	<b>981</b>	<b>1 230</b>
<b>Revenu net d'intérêts</b>	<b>489</b>	<b>501</b>	<b>465</b>	<b>1 912</b>	<b>1 966</b>
<b>Revenus autres que d'intérêts</b>					
Commissions de prise ferme et honoraires de services-conseils	65	72	63	268	267
Commissions de courtage en valeurs mobilières	75	70	76	301	282
Frais d'administration sur les dépôts et les paiements	58	58	58	229	230
Revenus (pertes) de négociation	(6)	(90)	47	(78)	12
Gains (pertes) sur valeurs mobilières disponibles à la vente, montant net	8	31	20	113	(97)
Commissions sur cartes de crédit	7	15	10	42	37
Commissions sur prêts	40	48	40	168	140
Revenus d'assurances	30	32	32	121	117
Revenus sur acceptations, lettres de crédit et de garantie	38	37	36	146	119
Revenus de titrisation	89	69	58	289	351
Revenus de change	33	27	26	109	110
Services fiduciaires et fonds communs de placement	100	92	88	374	327
Divers	69	92	73	284	270
	<b>606</b>	<b>553</b>	<b>627</b>	<b>2 366</b>	<b>2 165</b>
<b>Revenu total</b>	<b>1 095</b>	<b>1 054</b>	<b>1 092</b>	<b>4 278</b>	<b>4 131</b>
<b>Dotations aux pertes sur créances</b>	<b>37</b>	<b>28</b>	<b>54</b>	<b>144</b>	<b>305</b>
	<b>1 058</b>	<b>1 026</b>	<b>1 038</b>	<b>4 134</b>	<b>3 826</b>
<b>Charges d'exploitation</b>					
Salaires et avantages sociaux	431	403	403	1 624	1 538
Frais d'occupation	44	46	55	180	192
Technologie	85	88	100	364	390
Communications	18	18	18	71	76
Honoraires professionnels	53	48	52	205	180
Divers	85	78	72	367	286
	<b>716</b>	<b>681</b>	<b>700</b>	<b>2 811</b>	<b>2 662</b>
<b>Bénéfice avant charge d'impôts et participations sans contrôle</b>	<b>342</b>	<b>345</b>	<b>338</b>	<b>1 323</b>	<b>1 164</b>
Charge d'impôts	28	64	69	221	252
	<b>314</b>	<b>281</b>	<b>269</b>	<b>1 102</b>	<b>912</b>
Participations sans contrôle	27	10	28	68	58
<b>Bénéfice net</b>	<b>287</b>	<b>271</b>	<b>241</b>	<b>1 034</b>	<b>854</b>
Dividendes sur actions privilégiées	16	16	16	63	59
<b>Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires</b>	<b>271</b>	<b>255</b>	<b>225</b>	<b>971</b>	<b>795</b>
<b>Nombre d'actions ordinaires en circulation (en milliers)</b>					
Moyen - de base	162 372	162 133	161 034	162 054	160 263
Moyen - dilué	163 751	163 259	162 276	163 337	160 901
<b>Bénéfice par action ordinaire (en dollars)</b>					
de base	1,67	1,57	1,40	5,99	4,96
dilué	1,66	1,56	1,39	5,94	4,94
<b>Dividendes par action ordinaire (en dollars)</b>	<b>0,62</b>	<b>0,62</b>	<b>0,62</b>	<b>2,48</b>	<b>2,48</b>

## États consolidés du résultat étendu

(non vérifiés) (en millions de dollars)

	Trimestre terminé le			Exercice terminé le	
	31 octobre 2010	31 juillet 2010	31 octobre 2009	31 octobre 2010	31 octobre 2009
<b>Bénéfice net</b>	<b>287</b>	<b>271</b>	<b>241</b>	<b>1 034</b>	<b>854</b>
<b>Autres éléments du résultat étendu, déduction faite des impôts</b>					
Gains (pertes) nets de change non réalisés sur conversion des états financiers des établissements étrangers autonomes	1	(1)	(11)	(124)	(185)
Reclassement dans les résultats nets des (gains) pertes de change sur conversion des états financiers des établissements étrangers autonomes	-	-	-	1	-
Incidence de la couverture des gains (pertes) nets de change sur conversion	(2)	(10)	(2)	92	156
Reclassement dans les résultats nets de l'incidence de la couverture des (gains) pertes de change sur conversion	-	-	-	(2)	-
<b>Variation nette des gains (pertes) de change non réalisés, déduction faite des opérations de couverture</b>	<b>(1)</b>	<b>(11)</b>	<b>(13)</b>	<b>(33)</b>	<b>(29)</b>
Gains (pertes) nets non réalisés sur les valeurs mobilières disponibles à la vente	64	31	56	171	265
Reclassement dans les résultats nets des (gains) pertes sur les valeurs mobilières disponibles à la vente	(8)	(43)	(15)	(110)	(94)
<b>Variation nette des gains (pertes) non réalisés sur les valeurs mobilières disponibles à la vente, déduction faite des opérations de couverture de juste valeur</b>	<b>56</b>	<b>(12)</b>	<b>41</b>	<b>61</b>	<b>171</b>
Gains (pertes) nets sur les instruments financiers dérivés désignés comme élément de couverture des flux de trésorerie	29	106	(4)	50	62
Reclassement dans les résultats nets des (gains) pertes sur les instruments financiers dérivés désignés comme élément de couverture des flux de trésorerie	(7)	6	(15)	(6)	(46)
<b>Variation nette des gains (pertes) sur les instruments financiers dérivés désignés comme élément de couverture des flux de trésorerie</b>	<b>22</b>	<b>112</b>	<b>(19)</b>	<b>44</b>	<b>16</b>
<b>Total des autres éléments du résultat étendu, déduction faite des impôts</b>	<b>77</b>	<b>89</b>	<b>9</b>	<b>72</b>	<b>158</b>
<b>Total du résultat étendu</b>	<b>364</b>	<b>360</b>	<b>250</b>	<b>1 106</b>	<b>1 012</b>

## IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES - AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT ÉTENDU

(non vérifiés) (en millions de dollars)

La charge ou l'économie d'impôts relative à chaque composante des autres éléments du résultat étendu est présentée dans le tableau suivant :

	Trimestre terminé le			Exercice terminé le	
	31 octobre 2010	31 juillet 2010	31 octobre 2009	31 octobre 2010	31 octobre 2009
Gains (pertes) nets de change non réalisés sur conversion des états financiers des établissements étrangers autonomes	(3)	2	(2)	(7)	(8)
Incidence de la couverture des gains (pertes) nets de change sur conversion	3	(5)	-	30	63
Gains (pertes) nets non réalisés sur les valeurs mobilières disponibles à la vente	25	13	27	71	118
Reclassement dans les résultats nets des (gains) pertes sur les valeurs mobilières disponibles à la vente	(4)	(19)	(6)	(48)	(41)
Gains (pertes) nets sur les instruments financiers dérivés désignés comme élément de couverture des flux de trésorerie	14	45	(7)	22	22
Reclassement dans les résultats nets des (gains) pertes sur les instruments financiers dérivés désignés comme élément de couverture des flux de trésorerie	(3)	2	(7)	(2)	(21)
<b>Total de la charge d'impôts</b>	<b>32</b>	<b>38</b>	<b>5</b>	<b>66</b>	<b>133</b>

## États consolidés de la variation des capitaux propres

(non vérifiés) (en millions de dollars)

Exercice terminé le 31 octobre	2010	2009
<b>Actions privilégiées au début</b>	<b>1 089</b>	774
Émissions d'actions privilégiées, séries 24 et 26	-	315
<b>Actions privilégiées à la fin</b>	<b>1 089</b>	1 089
<b>Actions ordinaires au début</b>	<b>1 729</b>	1 656
Émissions d'actions ordinaires		
Régime de réinvestissement des dividendes et d'achat d'actions	29	29
Régime d'options d'achat d'actions	44	42
Autres	2	2
<b>Actions ordinaires à la fin</b>	<b>1 804</b>	1 729
<b>Surplus d'apport au début</b>	<b>48</b>	31
Charge au titre des options d'achat d'actions	14	13
Options d'achat d'actions levées	(7)	(6)
Autres	11	10
<b>Surplus d'apport à la fin</b>	<b>66</b>	48
<b>Bénéfices non répartis au début</b>	<b>3 515</b>	3 110
Bénéfice net	1 034	854
Dividendes		
actions privilégiées	(63)	(59)
actions ordinaires	(402)	(398)
Frais d'émissions d'actions et autres, déduction faite des impôts	(3)	8
<b>Bénéfices non répartis à la fin</b>	<b>4 081</b>	3 515
<b>Autres éléments cumulés du résultat étendu au début, déduction faite des impôts</b>	<b>96</b>	(62)
Variation nette des gains (pertes) de change non réalisés, déduction faite des opérations de couverture	(33)	(29)
Variation nette des gains (pertes) non réalisés sur les valeurs mobilières disponibles à la vente, déduction faite des opérations de couverture de juste valeur	61	171
Variation nette des gains (pertes) sur les instruments financiers dérivés désignés comme élément de couverture des flux de trésorerie	44	16
<b>Autres éléments cumulés du résultat étendu à la fin, déduction faite des impôts</b>	<b>168</b>	96
<b>Capitaux propres</b>	<b>7 208</b>	6 477

## BÉNÉFICES NON RÉPARTIS ET AUTRES ÉLÉMENTS CUMULÉS DU RÉSULTAT ÉTENDU, DÉDUCTION FAITE DES IMPÔTS

(non vérifiés) (en millions de dollars)

Au 31 octobre	2010	2009
<b>Bénéfices non répartis</b>	<b>4 081</b>	3 515
<b>Autres éléments cumulés du résultat étendu, déduction faite des impôts</b>	<b>(133)</b>	(100)
Gains (pertes) de change non réalisés, déduction faite des opérations de couverture		
Gains (pertes) non réalisés sur les valeurs mobilières disponibles à la vente, déduction faite des opérations de couverture de juste valeur	93	32
Gains (pertes) sur les instruments financiers dérivés désignés comme élément de couverture des flux de trésorerie	208	164
	<b>168</b>	96
<b>Total</b>	<b>4 249</b>	3 611

## Mise en garde à propos des déclarations prospectives

À l'occasion, la Banque Nationale du Canada (la Banque) fait des déclarations prospectives écrites et verbales, notamment celles contenues dans la section « Grandes tendances économiques et perspectives » et la rubrique « Objectifs à moyen terme » de la section « Vue d'ensemble » du Rapport annuel 2009, ainsi que dans d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation canadiens et dans d'autres communications, et ce, aux fins de décrire le contexte économique dans lequel la Banque évoluera au cours de l'exercice 2011 et les objectifs qu'elle souhaite atteindre au cours de cette période. Ces déclarations prospectives sont faites conformément aux dispositions d'exonération des législations canadienne et américaine en valeurs mobilières. Elles comprennent, entre autres, des déclarations à l'égard de l'économie – notamment les économies canadienne et américaine –, de l'évolution des marchés, des observations concernant les objectifs de la Banque et ses stratégies pour les atteindre, le rendement financier prévu de la Banque et certains risques auxquels la Banque est confrontée. Ces déclarations prospectives sont habituellement marquées par l'usage de verbes au futur et au conditionnel ou par l'emploi d'expressions comme « prévoir », « croire », « estimer », « projeter », « s'attendre à », « avoir l'intention de » et d'autres termes ou expressions similaires.

En raison de leur nature même, ces déclarations prospectives supposent l'élaboration d'hypothèses, et elles comportent donc nécessairement des risques et des incertitudes d'ordre général et spécifique. Les hypothèses qui ont trait à la performance des économies du Canada et des États-Unis en 2011 et à leurs effets sur les activités de la Banque figurent parmi les principaux facteurs pris en considération au moment d'établir les priorités et les objectifs stratégiques et de fixer les objectifs financiers, notamment en ce qui a trait à la provision pour créances irrécouvrables. Au moment d'établir les prévisions concernant la croissance économique en général et dans le secteur des services financiers en particulier, la Banque s'appuie surtout sur les données économiques historiques fournies par les gouvernements du Canada et des États-Unis et leurs organismes. Les lois fiscales en vigueur dans les pays où la Banque est présente, principalement le Canada et les États-Unis, sont des facteurs importants pris en compte dans l'établissement du taux d'imposition effectif. Il est fort possible que les projections expresses ou implicites contenues dans ces déclarations ne se réalisent pas ou se révèlent inexactes. La Banque recommande aux lecteurs de ne pas se fier indûment à ces déclarations étant donné que divers facteurs, dont plusieurs sont indépendants de la volonté de la Banque, pourraient faire en sorte que les résultats, les conditions, les mesures ou les événements futurs varient sensiblement des objectifs, attentes, estimations ou intentions figurant dans les présentes déclarations prospectives. Ces facteurs incluent notamment la gestion des risques de crédit et de marché et du risque de liquidité; la vigueur des économies canadienne et américaine ainsi que des économies des autres pays où la Banque exerce ses activités; l'incidence des fluctuations du dollar canadien par rapport aux autres monnaies, notamment le dollar américain; l'incidence des modifications apportées aux politiques monétaires, notamment les politiques relatives aux taux d'intérêt de la Banque du Canada et de la Réserve fédérale américaine; les effets de la concurrence dans les marchés où la Banque fait affaire; l'incidence des modifications apportées aux lois et règlements qui régissent les services financiers (notamment les services bancaires, les assurances et les valeurs mobilières) et leur exécution; les procédures judiciaires, enquêtes ou réclamations de nature réglementaire, recours collectifs ou autres recours légaux de natures variées; la situation concernant les billets restructurés des conduits de véhicules d'actifs cadres, notamment la valeur de réalisation des actifs sous-jacents; la capacité de la Banque d'obtenir des informations exactes et complètes de ses clients ou contreparties ou en leur nom; la capacité de la Banque d'aligner avec succès sa structure organisationnelle, ses ressources et ses processus, ainsi que sa capacité de mener à terme des acquisitions stratégiques et de les intégrer avec succès; les modifications apportées aux conventions et méthodes comptables que la Banque utilise aux fins de la présentation de sa situation financière, y compris les incertitudes liées aux hypothèses et aux principales estimations comptables; l'aptitude de la Banque à recruter et retenir des dirigeants clés; les risques opérationnels, y compris ceux qui sont liés à la dépendance de la Banque à l'égard de tiers en ce qui a trait à l'accès à l'infrastructure nécessaire aux activités de la Banque, ainsi que d'autres facteurs susceptibles d'influer sur les résultats futurs, notamment les modifications apportées aux politiques commerciales; la mise au point et le lancement de nouveaux produits et services au moment opportun; les modifications apportées aux estimations concernant les provisions; les modifications apportées à la législation fiscale; les changements technologiques; les changements imprévus dans les dépenses et les habitudes d'épargne des consommateurs; les catastrophes naturelles; l'incidence éventuelle sur les activités d'urgences en matière de santé publique, de conflits, d'autres événements internationaux et faits nouveaux, y compris ceux qui sont liés à la lutte au terrorisme, et la mesure dans laquelle la Banque prévoit les risques découlant de ces faits et de sa capacité à les gérer efficacement. Une part importante des activités de la Banque consiste à faire des prêts ou à attribuer des ressources sous d'autres formes à des entreprises, des industries ou des pays. Des événements imprévus touchant ces emprunteurs, industries ou pays pourraient avoir une forte incidence défavorable sur les résultats financiers, les activités, la situation financière ou la liquidité de la Banque.

La liste des facteurs de risques susmentionnés n'est pas exhaustive. Des renseignements supplémentaires sur ces facteurs sont fournis aux rubriques « Gestion des risques » et « Facteurs pouvant affecter les résultats futurs » du Rapport annuel 2009. Les investisseurs et autres personnes qui se fondent sur les déclarations prospectives de la Banque doivent considérer soigneusement les facteurs susmentionnés ainsi que les incertitudes et les risques qu'ils comportent. La Banque met aussi en garde le lecteur contre une confiance indue dans ces déclarations prospectives. À moins que la loi ne l'exige, la Banque ne prévoit pas mettre à jour quelque déclaration prospective que ce soit, verbale ou écrite, qui peut être faite de temps à autre pour ses besoins.

L'information prospective contenue dans le présent document est destinée à l'interprétation des renseignements contenus dans ce document et pourrait ne pas convenir à d'autres fins.

# Renseignements pour les actionnaires et investisseurs

## DIVULGATION DES RÉSULTATS DU QUATRIÈME TRIMESTRE DE 2010

### Conférence téléphonique

- Une conférence téléphonique pour les analystes et investisseurs institutionnels aura lieu le 1<sup>er</sup> décembre 2010 à 9h30 HE.
- Accès par téléphone en mode écoute seulement : 1 866 223-7781 ou 416 340-8018.
- L'enregistrement téléphonique archivé sera accessible jusqu'au 10 décembre 2010 en composant le 1 800 408-3053 ou le 416 695-5800. Le code d'accès est le 7824042#.

### Diffusion de l'appel sur Internet

- La conférence téléphonique sur les résultats sera diffusée en direct via Internet au [www.bnc.ca/relationinvestisseurs](http://www.bnc.ca/relationinvestisseurs).
- Une version archivée de l'événement diffusé sur Internet sera disponible après la fin de l'appel.

### Documents financiers

- Les états financiers consolidés trimestriels sont en tout temps disponibles dans le site Internet de la Banque Nationale du Canada à [www.bnc.ca/relationinvestisseurs](http://www.bnc.ca/relationinvestisseurs).
- Les informations financières complémentaires, ainsi que les diapositives de présentation, se retrouveront dans le site Internet de la Banque Nationale à la page des Relations avec les investisseurs, et ce, un peu avant le début de la conférence téléphonique.
- Les états financiers consolidés vérifiés et le rapport de gestion pour l'exercice financier 2010 seront également disponibles sous peu dans le site Internet de la Banque Nationale.

---

## Pour plus de renseignements :

**Patricia Curadeau-Grou**  
Chef des finances et  
vice-présidente exécutive  
Finance, Risque  
et Trésorerie  
514 394-6619

**Jean Dagenais**  
Premier vice-président  
Finance, Fiscalité et  
Relations investisseurs  
514 394-6233

**Claude Breton**  
Directeur principal  
Relations publiques  
514 394-8644

**Hélène Baril**  
Directrice principale  
Relations investisseurs  
514 394-0296



**BANQUE  
NATIONALE**

**GROUPE FINANCIER**

Siège social  
600, rue De La Gauchetière Ouest  
Montréal (Québec) Canada  
H3B 4L2

[www.bnc.ca](http://www.bnc.ca)

La Banque Nationale du Canada contribue à la protection de l'environnement.  
Papier Cascades, Rolland Enviro100, 100 % de fibres recyclées postconsommation.



**Recyclé**  
Contribue à l'écologie responsable  
des ressources forestières.  
Cert no. SCS-COC-2392  
[www.fsc.org](http://www.fsc.org)  
© 1996 Forest Stewardship Council